

Devenir membre maintenant
sous udc.ch/participer

Franc-parler

Le journal de l'Union démocratique du centre

Avril 2025

Les règles de
l'UE s'appliquent
à nous tous

Page 3



Nous devons
prendre soin
de notre armé

Page 5



L'initiative de la JS dé-
truira les entreprises
familiales suisses

Page 7



Criminalité importée :

**Le Conseiller fédéral socialiste en
charge Beat Jans ferme les yeux !**



AZB, 3001 Bern Post AG, UDC Suisse, secrétariat général, case postale
Abonnement annuel Fr. 35.00 – publié six fois par an – 6'555 ex.
udc.ch – franc-parler@udc.ch – Avril 2025
Conception du Franc-parler : GOAL AG



Des beaux parleurs, de la gauche au PLR

Qu'il s'agisse d'asile ou d'immigration de masse, les problèmes sont graves. Qui veut un changement de cap en la matière doit absolument voter UDC.

La dernière statistique de la criminalité est plus qu'alarmante. Les crimes et délits ont encore massivement augmenté en 2024, pour atteindre plus de 563'000 cas. Soit 8% de plus que l'année précédente, alors qu'une augmentation de 14% avait déjà été enregistrée en 2023 !

Bien entendu, la dissimulation habituelle a immédiatement repris le dessus. L'augmentation serait surtout due à la cybercriminalité. C'est faux ! Ce qui est effrayant, c'est **l'augmentation des crimes et délits violents graves** (+20%), des viols (+29,4%) et des vols à main armée (+10%).

Ce que les dissimulateurs de la gauche rose-verte ne disent pas, c'est que la population suisse est victime de la **criminalité importée**. La proportion de délinquants parmi les migrants demandeurs d'asile, les étrangers et les clandestins est bien supérieure à la moyenne.

Lors de la dernière assemblée des délégués de l'UDC, le professeur Dr. Frank Urbaniok a démontré de manière impressionnante que les hommes issus de

cultures à dominante musulmane sont beaucoup plus souvent délinquants lorsqu'ils commettent des actes de violence. Pourtant, la majorité de centre-gauche de la Berne fédérale laisse entrer chaque année en Suisse des dizaines de milliers de migrants d'asile illégaux en provenance de ces pays.

Et le ministre de la justice en charge, le socialiste Beat Jans, dans tout ça ? Il veut encore plus d'immigration (via le pacte européen sur la migration) et ne fait rien contre l'afflux de criminels et de profiteurs de l'asile venus du monde entier.

Le PLR tire à boulets rouges sur notre initiative « Pas de Suisse à 10 millions ! » à coups d'arguments ridicules : Nos WC ne seraient plus réparés, nos espaces ne seraient plus entretenus, etc. Cela montre bien une chose : Le PLR n'a aucune idée de ce qu'est l'artisanat et ne représente plus que les quelques profiteurs qui s'accommodent bien et sans vergogne de cette immigration démesurée.

La grande majorité de la population en souffre : L'immigration de masse entraîne une hausse massive des loyers. Presque aucune famille suisse ne peut plus se permettre d'être propriétaire de son logement. Les routes sont encombrées, les problèmes dans les écoles s'accumulent et la prospérité suisse par habitant diminue.

Un changement de cap est nécessaire et c'est au peuple de l'opérer, grâce à notre initiative pour la protection des frontières et notre initiative « pas de Suisse à 10 millions ! »



Marcel Dettling
Conseiller national et président
de l'UDC Suisse



Un lourd tribut pour nous tous

Les règles de l'UE s'appliquent à nous tous

Le traité de soumission à l'UE est un programme de démantèlement de notre liberté et de notre prospérité. Le flot de lois de Bruxelles remplacerait le droit suisse et s'appliquerait alors à l'intérieur du pays et à nous tous de façon uniforme.



Par Magdalena Martullo-Blocher, Conseillère nationale, Lenzerheide (GR) et Meilen (ZH)

Avec ce nouveau traité, le droit suisse serait automatiquement remplacé par le droit européen. Les prescriptions de Bruxelles s'appliqueraient alors à tous, et pas seulement aux groupes et aux entreprises exportatrices. Les artisans devraient également produire leurs produits selon les prescriptions complexes de l'UE et ce même s'ils n'exportent pas vers cette dernière. La reprise de la législation alimentaire toucherait chaque agriculteur, chaque boulanger et chaque magasin de village. Les artisans et les restaurateurs s'occuperaient de paperasserie et de prescriptions absurdes. Le droit européen nous dicterait alors ce que nous pouvons manger, comment fonctionnent nos transports publics et comment nous pouvons acheter de l'électricité. C'est un lourd tribut que nous devrions toutes et tous supporter.

La Suisse deviendrait la vache à lait de l'UE

Le Conseil fédéral mise sur la tromperie et l'enjolivement pour faire passer ce traité colonial. En même temps, il monnaie les faveurs des syndicats ; afin de gagner leur approbation, on y intègre tout ce qu'ils demandent depuis des années, mais qui n'a absolument rien à voir avec l'UE : Extension des conventions collectives de travail de portée générale, davantage de contrôles et même une protection spéciale contre le licenciement pour les représentants syn-

dicaux. Dans nos pays voisins, tout cela a déjà causé des dégâts massifs. Les perdants sont les travailleurs qui doivent se soumettre au diktat des syndicats et dont les emplois sont, au final, perdus.

Il n'est pas étonnant que ce traité doive, selon le Parlement, passer en douce et sans référendum obligatoire. Ce n'est pas seulement notre succès économique qui est en jeu, mais aussi des milliards de francs d'argent public qui devraient être versés directement dans les caisses de l'UE ; la Suisse devrait en effet

payer 350 millions de francs par an pour les pays de l'UE. Avec les nouveaux candidats à l'adhésion que sont l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie, cela doit être plus « solidaire ». En outre, 666 millions de francs seront versés dès cette année pour des programmes

de développement de l'UE. La Suisse deviendrait donc la vache à lait de l'Europe, sans avoir son mot à dire.

Nous ne pouvons pas laisser faire ça !

« L'UE mise sur la tromperie et l'enjolivement pour faire passer ce traité colonial. »



Neutralité et sécurité, voici le credo de l'UDC

Après les années difficiles sous la direction d'Amherd, l'UDC attend du nouveau chef du DDPS une politique de sécurité claire, fondée sur la neutralité perpétuelle et une armée équipée et prête à protéger la Suisse, face à un contexte géopolitique mondial de plus en plus incertain.



Par Yvan Pahud
Conseiller national,
L'Auberson (VD)

La situation géopolitique mondiale impose à la Suisse de revoir sa politique de sécurité. En particulier, des décennies d'angélisme politique après la chute du Mur de Berlin ont considérablement affaibli les moyens de l'armée. Ces années ont été marquées par un affaiblissement de l'armée et un abandon progressif de la neutralité, l'UDC attend du nouveau chef du Département fédéral de la défense (DDPS) un changement de cap clair.

Une armée affaiblie, une neutralité en danger

Sous l'impulsion du centre-gauche, notre armée a été affaiblie. Les moyens ont été réduits, les capacités rognées. Nos soldats manquent d'équipement, notre autonomie stratégique est en péril. Cette politique a conduit à un désarmement de fait, qui menace la sécurité de la population suisse.

Il faut renforcer l'armée, moderniser ses équipements et rétablir notre capacité de production d'armement en Suisse. Dépendre de puissances étrangères pour notre sécurité est une erreur stratégique. La défense de notre pays doit reposer sur nos propres forces.

Retrouver une défense crédible

La Suisse doit impérativement rester neutre. Dans un monde polarisé, elle ne peut se permettre de prendre parti. La neutralité n'est pas un repli, mais un atout diplomatique majeur. Elle nous permet de jouer un rôle de médiateur, respecté et crédible. Prendre position dans les conflits, c'est affaiblir notre voix et menacer notre indépendance.

L'UDC met en garde contre toute nouvelle dérive politique affaiblissant notre sécurité. La Suisse doit retrouver une politique de défense forte et cohérente, fidèle à sa tradition de neutralité. Notre liberté et notre sécurité en dépendent.

Nous devons prendre soin de notre armée

Nous sommes arrivés à un tournant décisif pour notre sécurité. En fin de compte, nous ne pourrons pas défendre notre pays de manière crédible seulement avec l'aide humanitaire et la cohésion sociale.



Par Didier Calame,
Conseiller national,
Les Planchettes (NE)

Il y a trois ans, personne ne croyait à une attaque majeure de la Russie contre l'Ukraine. Face à la dégradation de la situation sécuritaire, il est urgent de renforcer la capacité de défense de l'armée suisse.

Nos voisins européens augmentent leurs budgets de défense. Ces pays doivent consacrer 2% du PIB à la défense nationale, selon les règles de l'OTAN. Certains d'entre eux – comme la Pologne – vont largement plus loin que 2%. Nos voisins vont investir 800 milliards d'euros dans le réarmement.

Une ambition suisse encore timide

Or, la Suisse ne consacre que 0,7% de son PIB à sa défense nationale. Il faut se réveiller ! Certes, notre pays est neutre,

mais ce n'est pas une raison pour ne pas réarmer notre armée. En cas de nécessité, nous devons pouvoir nous défendre de la manière la plus autonome possible.

Le Parlement a décidé en 2024 d'augmenter à nouveau le budget de la défense à 1% du PIB d'ici 2032. Mais au lieu du milliard de francs supplémentaires par an nécessaire à cet effet, seuls 530 millions de francs ont été approuvés pour 2025. Ce montant devrait passer à 1445 millions d'ici 2028.

Quelles sont les priorités :

1. Les besoins en nouveaux systèmes sont énormes : l'explication la plus simple est l'extension et la mise en place de la défense aérienne digne de ce nom.
2. Si tous les systèmes qui arriveront en fin de vie dans les années à venir étaient remplacés à l'identique et que de nouvelles capacités étaient développées en même temps, les besoins financiers totaux s'élèveraient à plus de 40–60 milliards de francs.

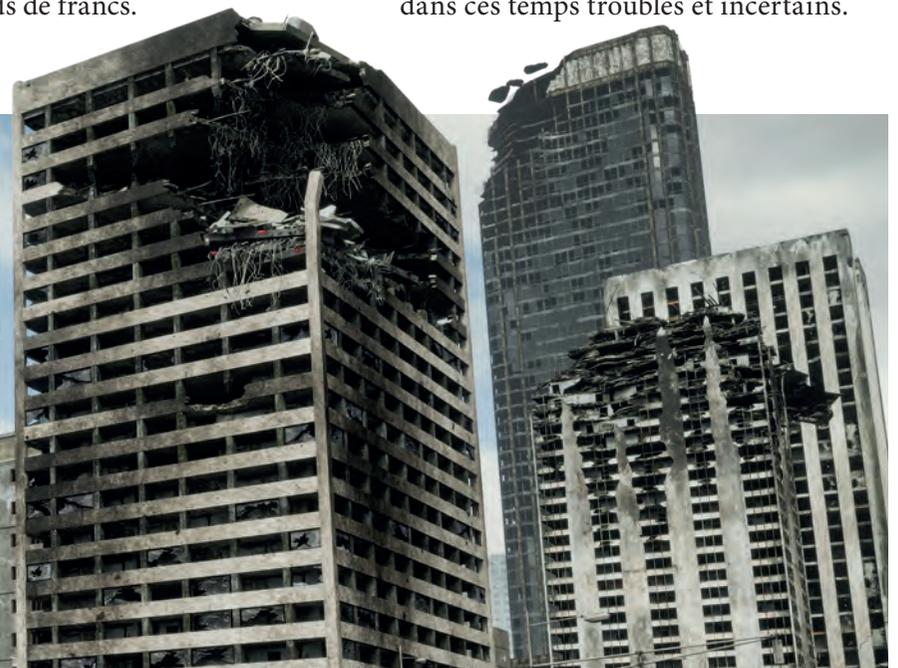
3. Remise en état : avec l'obsolescence de certaines pièces des systèmes d'armes lourds, la part des pannes augmente aujourd'hui de manière significative. On ne peut plus équiper complètement l'armée actuelle. Pour combler ces lacunes, il faut immédiatement 13 milliards de francs. Les plans pour y parvenir existent.

Défendre notre souveraineté au XXI^e siècle

Nous n'avons pas été impliqués dans une guerre en Europe depuis 1815. Notre pays est connu et apprécié pour sa neutralité (armée) et son aide humanitaire.

Nous sommes arrivés à un tournant décisif. En fin de compte, nous nous rendons compte que nous ne pouvons pas seulement défendre notre pays de manière crédible avec l'aide humanitaire et la cohésion sociale. Nous devons aussi prendre soin de notre armée pour que notre armée puisse prendre soin de nous dans ces temps troubles et incertains.

L'UE est un parti de guerre : selon la présidente de la commission européenne Ursula von der Leyen, une grande guerre aura lieu face à la Russie d'ici 2030.



Des faits sur l'initiative des Jeunes socialistes sur l'expropriation

Pour la JS, il ne faut pas travailler, mais exproprier les travailleurs !

Le saviez-vous ?



300'000

Nombre d'entreprises familiales en Suisse.

3'200'000

hommes et femmes sont employés par ces entreprises familiales, leur conférant salaire, travail et de quoi vivre pour eux et leurs familles.

90 %

des entreprises en Suisse sont en mains familiales, constituant la clef de voûte de notre existence.

ca. 60 %

de tous les travailleurs, employés et apprentis sont actifs dans une entreprise en mains familiales.

2/3

de la prospérité de la Suisse repose sur les entreprises familiales.

Que veut faire la gauche avec nos PME ?

Pour que la gauche puisse continuer à jeter de l'argent par les fenêtres pour des projets climatiques insensés, elle veut détruire nos PME. L'initiative de la JS veut exproprier les héritiers d'entreprises familiales via un impôt fédéral sur les successions de 50 % (!) sur les successions de plus de 50 millions de francs.

Pour s'acquitter de ces montants exorbitants d'impôts, les entreprises familiales devraient dès lors vendre ou liquider leurs sociétés, car les entreprises

familiales n'ont pas jalousement gardé leur argent en espèces sous le matelas, mais l'ont investi dans leurs entreprises, dans des machines, des bâtiments, etc.

Plus de 50 %, soit plus d'un emploi sur deux, sont ainsi menacés dans notre pays.

Pourquoi ? Parce que la JS et le PS préfèrent dépenser l'argent des autres pour leurs idées d'extrême gauche plutôt que de travailler par eux-mêmes.

L'initiative des Jeunes socialistes menace notre futur !

Empêchons ça !

Engagez-vous sans attendre contre l'initiative sur l'expropriation sur www.jss-non.ch





L'initiative extrême des Jeunes socialistes menace les entreprises familiales suisses

Les Jeunes socialistes (JS) veulent faire passer les « super-riches » à la caisse pour lutter contre la crise climatique. Ils demandent un impôt sur les successions et les donations de 50%. Au final, il s'agit de savoir si nous voulons garder les bons contribuables dans le pays ou si nous voulons les chasser.



Par Céline Amaudruz,
Conseillère nationale,
Genève (GE),

L'initiative des JS est un énième débat sur la jalousie et la mesquinerie. Chacun devrait être reconnaissant que les personnes fortunées vivent en Suisse et paient des impôts ici, car elles financent ainsi une grande partie de l'Etat-providence.

Les personnes aisées créent des emplois et des places d'apprentissage. Ils investissent et fournissent du travail aux PME. A leur tour, les PME, qui constituent l'épi-

ne dorsale de notre économie, garantissent des emplois et des places d'apprentissage. Ce cycle génère de la valeur ajoutée et de la prospérité pour toute la Suisse.

Les initiants vivent de la prospérité que d'autres créent

En fait, ce sont surtout les entreprises familiales suisses qui seraient touchées par cette initiative d'expropriation extrêmement dangereuse. Car la fortune de ces personnes se trouve précisément dans leur entreprise. Elles devraient donc démanteler ou brader leur entreprise pour pouvoir payer l'impôt élevé sur les successions, tel que l'exigent les JS. Par voie de conséquence, ces entreprises seraient contraintes de quitter la Suisse et donc de délocaliser les emplois à l'étranger. Ironiquement, l'initiative entraînera des pertes fiscales mas-

sives au lieu de générer des recettes supplémentaires.

Qui sont ces initiants ? La grande majorité des membres des JS n'a jamais vraiment travaillé et fait financer ses études par les contribuables que nous sommes. Les initiants de la gauche rose-verte vivent donc de la prospérité que d'autres créent.

Conclusion : avec son initiative, les JS menacent un pilier de l'économie suisse. Les meilleurs contribuables seront chassés du pays et les dégâts seront laissés à la charge de la classe moyenne et des PME, donc de nous tous. Il faut absolument empêcher cela ! Le peuple et les cantons voteront probablement fin 2025 sur cette initiative dangereuse d'expropriation des Jeunes socialistes.

Succès partiel pour l'UDC : le Conseil national et le Conseil des Etats veulent enfin sévir contre les criminels issus de l'asile

L'UDC a demandé dans plusieurs interventions une tolérance zéro à l'égard des demandeurs d'asile criminels. La protection de la population contre les criminels de l'asile doit être une priorité absolue.



Par Christoph Riner,
Conseiller national,
Zeihen (AG)

Ma motion « Protéger la population. Limiter systématiquement la liberté de mouvement des requérants d'asile criminels » a trouvé une majorité au Conseil national. Ce que j'ai demandé devrait en fait aller de soi : Les demandeurs d'asile en cours de procédure ou déboutés ainsi que les migrants sans droit de séjour ne doivent plus pouvoir se déplacer librement en Suisse dès qu'une procédure pénale est ouverte contre eux. Ceci par le biais d'un confinement, d'un héberge-

ment dans des centres spéciaux ou d'une surveillance durable jusqu'à l'exécution de la peine et l'expulsion.

Une majorité s'est également dégagée en faveur de l'intervention du conseiller national Pascal Schmid (TG) « Protéger la population. Pas de procédure d'asile ni de droit de rester sur le territoire pour les criminels ». Les demandeurs d'asile, les personnes admises à titre provisoire et les réfugiés qui ont été condamnés pour un crime doivent être **systématiquement exclus de la procédure d'asile** et leur autorisation de séjour doit leur être retirée. Les interventions identiques d'Esther Friedli (SG) et de Pirmin Schwander (SZ) ont également obtenu une nette majorité au Conseil des Etats.

C'est un petit pas dans la bonne direction. En revanche, le PS, les Verts, les Verts libéraux et une partie du Centre ont **empêché la réorientation urgente et nécessaire de la politique d'asile**, en rejetant nos interventions « Refouler à la frontière les personnes qui arrivent par des pays tiers sûrs » et « S'inspirer du Danemark et de la Suède pour gérer le regroupement familial dans l'intérêt de la Suisse ».

Le ministre en charge de l'asile, le socialiste Beat Jans, est le premier à refuser le changement de cap urgent et nécessaire de la politique migratoire. Les conséquences de ce refus sont l'augmentation de la criminalité de l'asile et les abus du droit d'asile. Il est donc nécessaire de signer l'initiative « pour la protection des frontières ».

initiative-stop-abus-asile.ch



Stop aux abus de l'asile !

Signez maintenant l'initiative pour la protection des frontières !

Immigration : un changement de cap est nécessaire

La Suisse a besoin de l'immigration. Mais l'immigration a aussi une face cachée. Les statistiques de la criminalité en témoignent ; les membres de certaines nationalités, respectivement de certaines cultures, sont massivement plus criminels que les autres.



Par Prof. Dr.
Frank Urbanik,
psychiatre légal

Selon la Statistique de la criminalité 2024, les crimes et délits sont en hausse. 58% des prévenus sont des étrangers, dont de nombreux demandeurs d'asile originaires de pays comme l'Afghanistan, l'Algérie ou l'Érythrée. **C'est le résultat d'une politique migratoire ratée.**

En tant que psychiatre médico-légal, j'ai été confronté de manière intensive à des milliers d'auteurs de violences et de délits sexuels. Des expériences qui ont été intégrées dans mon nouveau livre « Schattenseiten der Migration : Zahlen,

Fakten, Lösungen ». Ce livre a été difficile à écrire. D'une part, parce qu'il est difficile de rassembler les faits mais surtout parce qu'il était presque impossible de publier ce livre. De nombreuses maisons d'édition étaient certes intéressées, mais refusaient de peur d'être cataloguée à l'extrême droite.

Heureusement, il s'est trouvé une editrice courageuse pour que le livre paraisse tout de même prochainement. J'y présente pour la première fois les taux de criminalité drastiques de certains pays d'origine en matière de crimes violents et de délits sexuels pour la Suisse, l'Allemagne et l'Autriche. Ainsi, en Suisse, **les Afghans sont plus de 5x et les Tunisiens plus de 9x plus enregistrés pour des délits violents graves que les Suisses.** La raison en est l'empreinte culturelle. La deuxième partie du livre présente les astuces utilisées pour

dissimuler les faits dans le débat public et, dans la troisième partie, je propose 17 mesures pour un concept de solution global.

Mon message est le suivant : la plupart des étrangers respectent la loi et sont un atout pour notre société. Mais d'un autre côté, il existe de graves problèmes d'immigration. Si ceux-ci sont dissimulés au lieu d'être résolus, les citoyens perdent confiance en la politique et en notre société. C'est pourquoi les personnes raisonnables de l'ensemble du spectre démocratique doivent enfin s'attaquer aux problèmes. **Il faut opérer un changement de cap dans la politique migratoire et la Suisse dispose d'une plus grande marge de manœuvre que ces voisins à ce sujet, car elle n'est pas membre de l'UE.**



Mettons enfin un terme au chaos de l'asile – Empêchons des attentats comme à Mannheim et Solingen !

Signez

l'initiative pour la protection des frontières :

initiative-stop-abus-asile.ch

Je m'engage pour un avenir sûr et libre !

- Je souhaite devenir membre de l'UDC dans ma région et être invité à participer aux assemblées et aux manifestations (paiement d'une cotisation requis)
- Je souhaite être informé des activités en cours et recevoir les communiqués de presse et articles de l'UDC. Merci de m'envoyer gratuitement la newsletter à mon adresse e-mail ci-dessous.
- J'aimerais être informé par WhatsApp des principales activités de l'UDC Suisse. Numéro de Natel WhatsApp: _____
- Je soutiens l'UDC financièrement
- Je verse _____ francs de don sur le compte IBAN de l'UDC Suisse **IBAN CH83 0023 5235 8557 0001Y**
- Merci de m'envoyer un **bulletin de versement**
- J'accepte que la publicité de l'UDC soit envoyée à mon adresse

Nom/Prénom

.....

Rue

.....

NP/Localité

.....

Téléphone

.....

Courriel

.....

Signature

.....

Découper, glisser dans une enveloppe et renvoyer à l'adresse suivante :

UDC Suisse, secrétariat général, case postale, 3001 Berne, Courriel : info@udc.ch, téléphone 031 300 58 58

Faites un don :



Éoliennes en forêt : un business juteux pour le lobby, un désastre pour les citoyens !

Parc éolien de Geisbach (D), en construction



D'innombrables défrichements de forêts pour des éoliennes sont à craindre en Suisse.

- Des centaines d'éoliennes sont prévues en Suisse, la plupart au cœur de nos forêts, patrimoine naturel essentiel pour les écosystèmes et le bien-être de la population.
- Chaque éolienne implantée en forêt entraîne la destruction d'une surface équivalente à un terrain de football, sans compter les larges couloirs d'accès de 10 mètres de large. Les reboisements compensatoires détruisent des terres agricoles précieuses et mettent au moins 80 ans pour atteindre une qualité comparable à celle de la forêt abattue.
- Depuis 1872, les constructions en forêt ne sont autorisées qu'à titre exceptionnel et de manière très restrictive. Aujourd'hui, la protection des forêts devrait être abandonnée au nom de la « protection du climat » ? Aidez-nous à stopper cette destruction insensée de nos forêts en signant cette initiative. Un formulaire de signature est joint à ce courrier.



www.protection-forets-oui.ch

Elias Vogt
Président de Paysage Libre Suisse



L'école publique a besoin d'un second souffle

Remettons l'école au milieu du village



Notre école publique vacille. Ce qui devait être une chance pour tous – l'inclusion – devient un fardeau pour chacun. À force de vouloir faire entrer tous les élèves dans un même moule, on oublie que l'école est avant tout un lieu de transmission, de structure, de repères.



Par Sylvain Freymond,
Conseiller national,
Montricher (VD)

Imaginez une classe comme un jardin. Le maître en est le jardinier. Il sème les graines, arrose, taille, guide. Mais si, en plus de cultiver ses plantes, il doit sans cesse réparer les outils, composer avec un sol instable, gérer les imprévus du climat et répondre aux demandes du voisinage, son énergie se disperse, et le jardin perd en harmonie. C'est cette surcharge que vivent aujourd'hui nos enseignants : partagés entre exigences pédagogiques et défis sociaux, ils peinent à offrir à chaque élève l'attention qu'il mérite, dans un environnement devenu trop hétérogène pour garantir l'équilibre.

Dans le canton de Vaud, l'inclusion à «360 degrés» symbolise cette dérive. On a remplacé une intégration raison-

née par une inclusion tous azimuts, sans garde-fous ni évaluation réaliste. Résultat : les classes sont saturées d'élèves aux parcours et aux niveaux si divers que l'enseignement s'y dilue. Les enfants allophones, nombreux, requièrent une attention de chaque instant. Mais à force de concentrer les efforts sur eux, on néglige les fondamentaux pour tous. Et quand les bases chancellent, c'est tout l'édifice scolaire qui tremble.

« J'ai 23 élèves, 9 ne parlent pas français »

Un enseignant vaudois me confiait récemment, avec lassitude : « J'ai 23 élèves, 9 ne parlent pas le français, 3 ont des troubles du comportement, et je dois faire de la géométrie. Par où commencer ? » Cette question, des centaines d'enseignants se la posent chaque matin. Ils méritent mieux que des recettes technocratiques. Ils méritent du soutien, du respect, des priorités claires.

De surcroît, les enseignants sont confrontés à une violence grave et de plus en

plus précoce. Plusieurs témoignages de parents d'élèves dans le canton de Vaud font état d'une violence inouïe, comme des menaces de mort ou d'appels au suicide, déjà dès 7 ou 8 ans. L'expérience de l'inclusion à tout prix a largement dépassé ses limites.

L'UDC le dit avec force : il est temps de remettre l'acquisition des savoirs fondamentaux au centre. Il est temps de restaurer l'autorité du maître de classe. Il est temps que l'école redevienne ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être : un lieu d'instruction exigeante, enracinée dans nos valeurs, ouverte mais structurée. Parce qu'un pays sans instruction solide est un pays sans avenir.

Nous appelons tous les enseignants, parents, représentants des autorités scolaires et des exécutifs communaux à nous faire part de leurs expériences concrètes. Écrivez-nous au secrétariat général de l'UDC afin que nous puissions agir ensemble. info@udc.ch

Valeur locative : abolissons cet impôt injuste !

Certes, les impôts, ce n'est pas sympa. Mais il y a pire dans notre pays : la valeur locative ! Voilà bien un impôt absurde, obsolète, injuste. Un impôt qui n'est de loin pas une fatalité et que vous pouvez abolir. Alors, le moment est venu, n'hésitez plus ! Voici pourquoi :



Par Pierre-André Page,
Conseiller national,
Châtonnaye (FR)

La valeur locative ? Une absurdité ! Un impôt que vous payez sur un revenu que vous n'avez pas. Et que vous payez pour utiliser quelque chose (un bien immobilier) que vous avez déjà payé et qui vous a déjà été imposé. Un impôt obsolète ! Il a été introduit, à l'origine, comme un impôt temporaire de crise et de guerre. Aujourd'hui, il est en contradiction avec l'encouragement à la propriété. Une injustice !

Il freine l'accès à la propriété pour les jeunes souhaitant acquérir un bien immobilier. Il pénalise les retraités dont la charge fiscale n'est plus adaptée à leur situation financière : leur revenu diminue, mais pas la valeur locative à payer.

Nouvelle ère pour les propriétaires

La loi sur le changement de système d'imposition de la propriété du logement entend abolir cet impôt. Depuis huit ans, le Parlement en discute ... Concrètement, la valeur locative pour les résidences principales et secondaires est supprimée.

En contrepartie, les déductions pour les frais d'entretien des biens immobiliers occupés par leur propriétaire sont supprimées. Comme les déductions pour les mesures d'économie d'énergie, la protection de l'environnement et les frais de démolition.

Quant aux cantons, ils ont la possibilité d'introduire un impôt sur les résidences secondaires habitées par leur propriétaire. Un geste qui pourra aider les cantons à vocation touristique.

Deux lois, un seul combat fiscal

Voilà deux projets de loi étroitement liés. Il n'y a pas eu de référendum contre l'abolition de la valeur locative. Mais la seconde loi, un nouvel impôt inscrit dans la Constitution, pourrait faire l'objet d'un référendum. Et pour que la valeur locative soit abolie, il faut que la seconde loi franchisse l'obstacle d'une votation fédérale avec la double majorité, peuple et cantons. Le combat continue.



L'UDC s'oppose à la réforme de l'imposition individuelle

Derrière les belles paroles « d'équité fiscale », l'UDC tire la sonnette d'alarme : cette réforme de l'imposition individuelle n'est ni juste, ni efficace, ni supportable. Elle risque d'alourdir le quotidien des familles, de grever les finances publiques, et de dénaturer un modèle de société basé sur la complémentarité et la solidarité dans le couple.



Par Michaël Buffat,
Conseiller national,
Vuarrens (VD)

Ce projet, soutenu à bras-le-corps par une alliance improbable entre la gauche et une partie du PLR, prétend mettre fin à la « pénalisation du mariage ». Mais en réalité, il s'agit d'un mirage. Sous couvert de justice fiscale, on impose un système qui affaiblit les liens familiaux et punit celles et ceux qui font le choix – ô combien respectable – de s'engager pleinement dans l'éducation de leurs enfants.

Prenons l'exemple d'un couple où la mère travaille à temps partiel pour s'occuper des enfants, tandis que le père assume la charge principale du revenu. Avec la nouvelle imposition individuelle, ce foyer verrait sa facture fiscale exploser, simplement

parce qu'il ne correspond plus au modèle idéalisé du couple à double revenu. Est-ce cela, l'équité ?

Un gouffre financier qui menace l'équilibre des finances cantonales

La première alarme concerne le coût astronomique de cette réforme : un milliard de francs par an en pertes fiscales. Un milliard ! C'est autant de ressources en moins pour nos écoles, nos routes, notre sécurité. Les cantons, déjà sous pression, devraient faire face à des trous budgétaires colossaux. D'ailleurs, ce n'est pas un hasard si 21 cantons ont dit non à ce projet. Ce rejet quasi unanime envoie un message clair : cette réforme n'est pas adaptée à la réalité locale.

Une attaque directe contre le modèle familial et le bon sens

L'UDC défend un modèle où chacun est libre de choisir son rôle dans le couple, sans être pénalisé. Or, ce projet privilégie le modèle urbain, libéral, où les deux partenaires travaillent à plein temps – souvent parce qu'ils n'ont pas le choix – et néglige

les familles qui misent sur une répartition différente des tâches. Ce n'est pas seulement injuste : c'est un manque de reconnaissance criant pour celles et ceux qui s'investissent dans la sphère privée, sans rémunération, mais au bénéfice de toute la société.

Imaginez cette maman à Lausanne ou à Romont qui a renoncé à une carrière lucrative pour s'occuper de ses trois enfants. Avec l'imposition individuelle, elle ne sera plus considérée comme un pilier du foyer, mais comme une anomalie fiscale.

Une machine administrative ingérable

Enfin, cette réforme promet une explosion de la bureaucratie. Le passage à l'imposition individuelle générerait 1,7 million de déclarations supplémentaires à traiter chaque année. À Zurich, il faudrait créer 150 postes dans l'administration fiscale pour faire face. Et ailleurs ? La promesse de simplification fiscale s'effondre. Ce n'est pas un avenir numérique qu'on nous propose, mais un retour au règne du formulaire et du fonctionnaire.

L'UDC remporte les élections et fait capoter la loi sur l'énergie

Depuis 1830, le PLR était la première force du canton. Le 9 mars 2025, il a été dépassé par l'UDC lors des élections cantonales (25.7 %). Pour la première fois, une candidate UDC entre au gouvernement. Un résultat historique !



Par Rémy Wyssmann,
Conseiller national (SO)
et président de
l'UDC Soleure

Quatre semaines plus tôt, le 9 février, l'UDC a balayé la loi sur l'énergie à 58%, seule contre tous les autres partis. Les Soleurois ont voté non à une interdiction de facto des chauffages à mazout et à gaz, non aux éoliennes et non à l'obligation d'installer des stati-

ons de recharge pour tous les bâtiments. En outre, un scandale a secoué le canton ; le Conseil d'Etat soleurois (dans lequel l'UDC n'est pas représentée) avait acheté secrètement un bien immobilier dans la ville de Soleure pour 5 millions de francs. Mais ce faisant, il a outrepassé ses compétences financières et a privé le peuple de son droit de vote. À la suite d'un recours de l'UDC, le Tribunal fédéral a ordonné une votation populaire cantonale. C'est exactement la même chose pour le projet Bipperlisi à 88 millions : le gouvernement et le parlement ont outrepassé leurs compé-

tences financières. Le Tribunal fédéral a ordonné une nouvelle votation populaire à la suite du recours de la conseillère cantonale UDC Marianne Wyss.

Le peuple en a assez de cette politique financière et de secret hostile aux citoyens. Au premier tour, tous les conseillers d'Etat sortants ont échoué à se faire réélire. Il s'agit là aussi d'un vote de défiance clair de la part de la population. Le 13 avril, au 2^e tour, l'UDC est pour la première fois entrée au gouvernement soleurois, grâce au brillant résultat de Sybille Jeker, 3^e meilleure élue !



L'UDC accède pour la première fois au Conseil d'Etat soleurois : Sibylle Jeker (UDC), Susanne Schaffner, Sandra Kolly, Peter Hodel, Mathias Stricker (de g. à dr.)

L'UDC obtient un résultat historique en Valais

Avec une progression historique au Grand Conseil et l'élection de Franz Ruppen dès le premier tour, l'UDC réalise une percée décisive en Valais. Ce succès populaire marque un tournant politique et ouvre la voie à une législature d'action, fidèle aux valeurs du canton.



Lors des élections cantonales de mars 2025 et à la suite d'une campagne de terrain à la rencontre des Valaisans, l'UDC a remporté 4 sièges supplémentaires au Grand Conseil et enverra donc une délégation renforcée au Parlement cantonal à Sion.

Crédit: Jan Zabrodsky, iStock.com



Von Kevin Pellouchoud,
Chef de campagne
UDC Valais, Conthey (VS)

C'est une victoire qui fera date. Lors des élections cantonales 2025, l'Union Démocratique du Centre du Valais romand (UDCVR) a enregistré une avancée remarquable, portée par la confiance massive des électrices et électeurs. Trois sièges supplémentaires dans le Valais romand, quatre au total à l'échelle cantonale : jamais le parti n'avait été aussi solidement ancré dans tous les districts romands du canton. Le cap est clair, les Valaisans ont parlé.

L'élection de Franz Ruppen au Conseil d'État dès le premier tour, avec un score

en nette progression, symbolise ce tournant. Ce succès éclatant confirme que les citoyens plébiscitent une ligne politique cohérente, fidèle aux racines du canton et à l'écoute des préoccupations réelles.

Le Valais dit oui à la clarté et à la fermeté

Dans les urnes, les Valaisannes et Valaisans ont exprimé leur volonté d'un changement profond. Un rejet des hausses de taxes, une exaspération face aux attaques contre les traditions locales, une lassitude envers l'immobilisme des partis en place. À cette attente, l'UDC a répondu avec détermination, en incarnant une alternative solide, enracinée dans le concret et le bon sens.

Fortifiée par ce succès populaire, l'UDC entre dans cette nouvelle législature avec une feuille de route ambitieuse : défendre

les familles et les entreprises contre les charges fiscales injustes, protéger l'identité valaisanne, investir dans l'avenir de la jeunesse, soutenir les agriculteurs et les PME, et renforcer la sécurité pour tous. Des engagements clairs, portés par une volonté d'agir et de tenir parole.

Un immense merci au peuple valaisan

Cette victoire est avant tout celle de la confiance. Celle que des milliers de citoyens ont accordée aux candidates et candidats UDC. Grâce à cet élan, le parti dispose désormais des moyens d'agir, avec force et loyauté, pour un Valais libre, fier et souverain.

Le message est fort, l'émotion sincère, la responsabilité immense. Grâce à l'UDC, le Valais regarde l'avenir avec confiance.

PLUS ATTRAYANT QUE JAMAIS

RANGE ROVER
SPORT



landrover.ch

SWISS SERVICE PACKAGE

5 ans de Free Service
ans de Road Assistance
ans de garantie

